Commune de Gilly
La Place 1 • 1182 GILLY
Tél. 021 824 16 11 • www.gilly.ch

MUNICIPALITE

au Conseil communal de Gilly Gilly, le 10 août 2026

Préavis municipal n° 2026-11

Fixation de plafonds en matière d'endettement et de risques pour cautionnements pour la législature 2026-2031

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Lors de sa séance du 26 octobre 2021 (Préavis 10/2021), le Conseil communal avait décidé de fixer le plafond d'endettement, incluant le plafond des risques pour les cautionnements et des autres formes de garanties, pour un total de CHF 15 millions, pour la durée de la législature 2021 - 2026.

Pour mémoire, le Grand Conseil a accepté en mai 2005, dans le cadre de la révision de la loi sur les communes, de supprimer les autorisations d'emprunts et de cautionnements pour introduire la notion de plafond d'endettement.
En juin 2016, l'Etat de Vaud a supprimé les recommandations en matière de plafonnement des emprunts et des cautionnements en vigueur depuis le 1er janvier 2007. Le Conseil d'Etat ne souhaitant pas en adopter de nouvelles, il a ainsi laissé une pleine latitude aux communes dans le domaine.

Désormais, il est en revanche prévu de pouvoir disposer d'une vision consolidée de l'endettement global de la commune en regroupant dans un seul dispositif le plafond d'emprunt et le plafond de cautionnements.

Les dispositions légales traitant du plafond d'endettement se trouvent à l'article 143 de la loi du 28 février 1956 sur les communes :

Art. 143 Emprunts

1. Au début de chaque législature, les communes déterminent dans le cadre de la politique des emprunts un plafond d'endettement. Elles en informent le département en charge des relations avec les communes qui en prend acte.

2. Lorsque le plafond d'endettement est modifié en cours de législature, il fait l'objet d'une demande d'autorisation auprès du Conseil d'Etat qui examine la situation financière de la commune.

3. Une décision d'interdiction d'augmenter le plafond d'endettement peut être prise par le Conseil d'Etat dans le cas où la nouvelle limite de plafond met en péril l'équilibre financier de la commune.

4. Le Conseil d'Etat fixe par règlement les modalités d'examen de la situation financière des communes.

5. Les cautionnements ou autres formes de garanties sont soumis aux mêmes règles d'application que les emprunts.

Ces plafonds (endettement et cautionnement) doivent être adoptés par le Conseil communal au début de chaque législature et communiqué d'ici au 30 décembre prochain au Canton via la Préfecture.

Pour ce faire, la Municipalité s'est appuyée sur les informations et moyens suivants :

- utilisation du tableau de bord de l'évolution prospective ;
- le plan des investissements 2026-2031 établi par la Municipalité.

Et la Municipalité a fait une estimation de l'évolution du compte de fonctionnement (charges et revenus) pour les années à venir.

Il faut être bien conscients que cette planification fournit une **projection** de l'évolution de l'endettement pour les années à venir. Il est notamment fait référence ci-dessus à des **hypothèses**, particulièrement en ce qui concerne l'évolution du compte de fonctionnement. Estimer l'évolution sur 5 ans de la participation communale aux charges cantonales (facture sociale, transports publics, ...) ainsi qu'aux charges intercommunales (fonds de péréquation notamment) relève quasiment de l'utopie tant les inconnues sont nombreuses et varient d'année en année. La Municipalité s'est cependant prêtée au jeu, en établissant des hypothèses extrêmement prudentes.

Après analyse des estimations et du résultat de l'exercice, un endettement brut moyen pour cette législature se monterait à environ Fr. 13 millions.

Afin d'évaluer l'adéquation de ce montant, le Canton propose un indicateur financier à savoir « la quotité de la dette brute » avec les valeurs indicatives suivantes :

< 50%	Très bon
50% - 100%	Bon
100% - 150%	Moyen
150% - 200%	Mauvais
200% - 300%	Critique
> 300%	Inquiétant

En 2025, la valeur de notre commune (ratio) était d'environ 18%, soit « très bon ». Le plafond demandé fait passer ce ratio à environ 185 % soit une qualification de « Mauvais».

La valeur « limite » fixée par l'autorité de surveillance cantonale est la valeur 250% soit celle située en plein milieu de la zone dite « critique ». Pour notre Commune cela correspondrait à un endettement d'environ Fr. 22 millions.

Il est utile de préciser que chaque emprunt fera l'objet d'un préavis municipal et qu'un plafond ne veut pas dire automatiquement utilisation complète.

Les engagements de la Commune de Gilly à titre de cautions, solidaires (quotes-parts) ou non, sont au 31.12.2025 : en faveur d'ENJEU pour un montant de Fr. 3'493'818.52 ; en faveur de l'ORPC pour un montant de Frs 26'347.88 ; en faveur de l'ARAS pour un montant de Frs 3'879.29 ; et en faveur du SDIS Etraz-Région pour un montant de Frs 3'235.52. Soit un montant total de cautionnements à ce jour est de Frs 3'527'281.21.

Il est bien entendu que toute demande de cautionnement fera l'objet d'un préavis municipal séparé.

Au vu de ce qui précède, la Municipalité propose au Conseil Communal de fixer le plafond d'endettement et de risques pour les cautionnements à Fr. 16'000'000.- pour la législature 2026-2031.

Si une commune se trouvait dans l'obligation de modifier son plafond d'endettement en cours de législature, le Conseil d'Etat examinerait alors sa situation financière selon les alinéas 2 et 4 de l'article 143 de la Loi sur les communes. Afin d'analyser toute demande de réactualisation, le Conseil d'Etat a introduit un nouvel article 22a dans le règlement du 14 décembre 1979 sur la comptabilité des communes, dont la teneur est la suivante :

Art. 22a Réactualisation du plafond d'endettement

1. *Toute demande de modification du plafond d'endettement d'une commune fait l'objet d'un examen approfondi de la situation financière de cette dernière par le Conseil d'Etat.*

2. *Dans son examen, celui-ci se fonde sur :*
   – le budget et les comptes annuels de la commune concernée,
   – une planification financière.

3. *La situation financière de la commune est analysée sur la base d'indicateurs et de ratios de gestion d'analyse financière validés par la Conférence des autorités cantonales de surveillance des finances communales.*

En résumé et vu ce qui précède, la Municipalité de Gilly, vous prie, Monsieur le Président, Mesdames, et Messieurs, de prendre la décision suivante :

Le Conseil communal de Gilly, dans sa séance du 27 octobre 2026, après avoir pris connaissance du préavis municipal n° 2026-11 et du rapport de la Commission des Finances,

DECIDE

de fixer le plafond en matière d'endettement et de risques pour les cautionnements, à la somme **de Fr. 16'000'000.-** , pour la durée de la législature 2026-2031.

Au nom de la Municipalité

D. Dumartheray
Syndic

F. Pellet
Secrétaire

Annexe : tableau de l'évolution prospective

Tableau de bord de l'évaluation prospective

Gilly

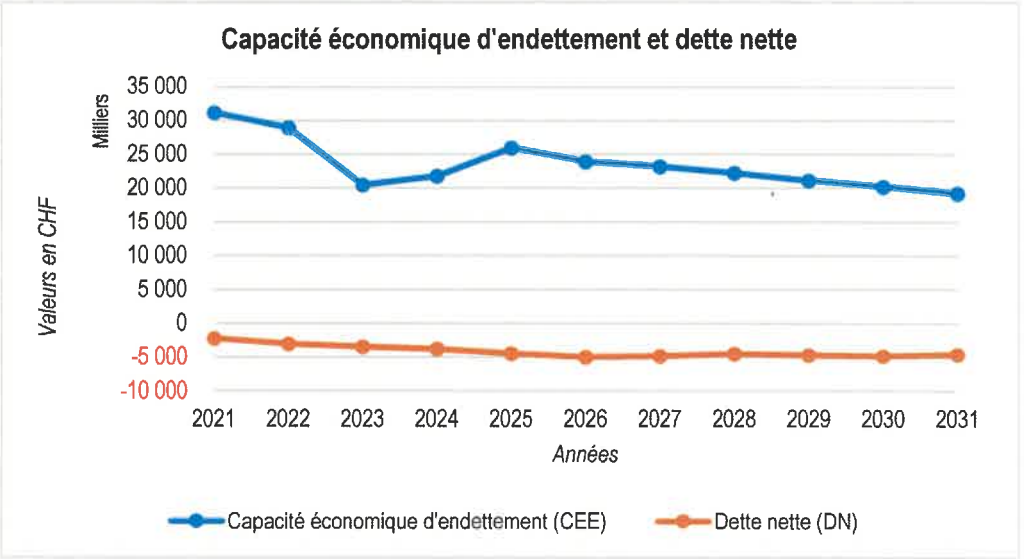
Compte de résultats	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Revenus fiscaux	6 114 275	5 991 891	6 283 689	6 469 897	6 496 691	6 595 975	6 696 777	6 799 119	6 903 025	7 008 519	7 115 625
Patentes et concessions	29 311	29 521	30 209	28 481	30 380	30 380	30 380	30 380	30 380	30 380	30 380
Taxes et redevances	683 841	670 229	771 834	755 927	772 073	779 793	787 591	795 467	803 422	811 456	819 571
Revenus divers	190 447	205 066	89 494	308 915	229 945	232 244	234 567	236 912	239 282	241 674	244 091
Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux	64 511	96 088	64 993	112 858	111 134	0	0	0	0	0	0
Revenus de transfert	328 378	295 772	333 069	311 048	374 784	378 531	382 317	386 140	390 001	393 901	397 840
Subventions à redistribuer	28 070	38 524	46 088	48 013	62 877	62 877	62 877	62 877	62 877	62 877	62 877
Charges de personnel	736 229	747 967	772 589	800 175	795 566	811 477	827 707	844 261	861 146	878 369	895 936
Charges de biens et services et autres charges d'exploitation	1 000 791	992 812	1 152 682	1 211 508	1 143 912	1 155 351	1 166 905	1 178 574	1 190 359	1 202 263	1 214 286
Amortissements du patrimoin administratif	490 288	427 085	248 932	325 412	317 176	0	6 687	17 155	31 430	47 341	31 923
Attributions aux fonds et financements spéciaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Charges de transfert	4 767 585	4 678 275	4 938 958	5 207 267	5 143 980	5 246 859	5 351 796	5 458 832	5 568 009	5 679 369	5 792 957
Subventions redistribuée	444 462	478 193	532 024	553 598	577 337	588 884	600 661	612 674	624 928	637 427	650 175
Résultat d'Exploitation (REX)	-522	2 759	-25 809	-62 821	99 912	**277 230**	**240 753**	**199 399**	**153 114**	**104 039**	**85 107**
Revenus financiers	668 382	679 553	575 716	608 658	598 081	598 081	598 081	598 081	598 081	598 081	598 081
Charges financières	55 700	50 555	52 175	33 441	39 566	79 802	72 407	74 492	79 067	76 442	74 567
Résultat Financier (RFI)	612 682	628 998	523 541	575 217	558 515	**518 280**	**525 675**	**523 590**	**519 015**	**521 640**	**523 515**
Résultat Opérationnel (ROP=REX+RFI)	612 160	631 757	497 732	512 396	658 427	**795 509**	**766 427**	**722 988**	**672 129**	**625 679**	**608 622**
Revenus extraordinaires	0	65 448	4 007	491 193	145 195	0	0	0	0	0	0
Charges extraordinaires	399 586	487 000	250 000	691 400	606 294	0	0	0	0	0	0
Résultat extraordinaire	-399 586	-421 552	-245 993	-200 207	-461 099	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Résultat Total du compte de résultats (=ROP+REO)	212 574	210 205	251 739	312 189	197 328	**795 509**	**766 427**	**722 988**	**672 129**	**625 679**	**608 622**
Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux	64 511	96 088	64 993	112 858	111 134	0	0	0	0	0	0
Revenus extraordinaires	0	65 448	4 007	491 193	145 195	0	0	0	0	0	0
Amortissements planifiés PA	490 288	427 085	248 932	325 412	317 176	0	6 687	17 155	31 430	47 341	31 923
Réévaluations sur créances	0	0	0	0	0						
Amortissements planifiés des subventions d'investissement	0	0	0	0	0						
Attributions aux fonds et financements spéciaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Charges extraordinaires	399 586	487 000	250 000	691 400	606 294	0	0	0	0	0	0

MARGE D'AUTOFINANCEMENT (MA)	1 037 937	962 755	681 672	724 951	864 469	795 510	773 114	740 144	703 559	673 020	640 545
Dépenses nettes d'investissement (DNI)	186 769	157 348	270 058	382 723	185 042	297 000	909 000	1 045 000	525 000	545 000	840 000
BESOIN DE FINANCEMENT (-) / CAPACITE A FINANCER (+	851 168	805 406	411 614	342 228	679 428	498 510	-135 886	-304 856	178 559	128 020	-199 455
SOLDE MAÎTRISABLE	5 212 802	5 152 776	5 435 070	5 492 428	5 601 004	6 189 844	6 273 691	6 345 478	6 412 187	6 485 696	6 591 036

Références et indicateurs	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Dette nette (DN)	-2 259 995	-3 065 402	-3 477 015	-3 819 244	-4 498 671	-4 991 671	-4 852 671	-4 547 671	-4 722 671	-4 847 671	-4 647 671
Dette brute (DB)	7 129 155	6 727 628	6 426 113	5 854 976	5 320 102	4 827 102	4 966 102	5 271 102	5 096 102	4 971 102	5 171 102
Capacité économique d'endettement (CEE)	31 138 114	28 882 637	20 450 158	21 748 525	25 934 084	23 865 295	23 193 426	22 204 310	21 106 765	20 190 589	19 216 356
Manco (-) ou surplus de marge d'autofinancement par rapport au minimum nécessaire	1 037 937	962 755	681 672	724 951	864 469	795 510	773 114	740 144	703 559	673 020	640 545
Taux d'endettement net	-48%	-66%	-73%	-79%	-90%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Degré d'autofinancement	556%	612%	252%	189%	467%	268%	85%	71%	134%	123%	76%

CAPACITE ECONOMIQUE D'ENDETTEMENT MOYENNE	2021-2025	25 630 704	2026-2031	21 629 457





Fichier d'analyse réalisé par l'UCV
conseils@ucv.ch